

## **Budget 2011 de l'Etat : le point de vue des commissaires UDC à la CGF, par Ramond Clottu, député**

Pour les commissaires UDC à la Commission de gestion et des finances (CGF), le budget 2011 est toujours aussi catastrophique malgré les belles promesses de restructuration de la part du Conseil d'Etat. Nous tenons à rappeler que le Grand Conseil s'est engagé pour un crédit de 16 mio pour redresser les finances de notre canton et, malgré l'engagement en début d'année 2010 d'un consultant, aucune proposition concrète d'économies n'a été présentée pour ce budget 2011.

Au contraire, les dépenses de notre canton continuent à augmenter au même titre que ses dettes. Nous vivons toujours avec la carte de crédit de nos enfants. Les dépenses salariales et de charges sociales continuent à exploser : +12 mio malgré que l'inflation est nulle. Ce budget enregistre un accroissement important et inquiétant des charges de fonctionnement. Cela est totalement inacceptable.

Hélas la réalité est la suivante : notre canton est confronté aux exigences sans cesse nouvelles de la gauche d'accroître massivement les dépenses, selon ses différents amendements (refusés par la droite) : subventions supplémentaires à tourisme neuchâtelois +500'000.00 ; au service des affaires culturelles +310'000.00 ; au musée d'archéologie (exposition temporaire) +100'000.00. Par contre, toutes les mesures d'économies proposées par les commissaires UDC sont refusées (privatisation partielle du service forestier, plafonnement de la subvention au budget 2010 d'hôpital neuchâtelois, suppression du service des sports etc.). En revanche, certaines charges sont totalement sous-évaluées ou passent dans les investissements pour de l'entretien courant. Le montant alloué dans les charges d'entretien de nos routes cantonales, par exemple, n'est que de 1 mio, alors qu'en réalité le coût de l'entretien de ces infrastructures devrait se situer aux alentours de 10 à 12 mio par année. L'amendement de UDC afin d'augmenter la somme destinée à l'entretien de nos routes fut bien sûr refusé.

Autre problème : ce budget a été embelli par le résultat d'opérations extraordinaires obtenues grâce à l'agio de la BCN (+25 mio) et la dissolution de la réserve d'investissement (+12 mio).

En clair : l'UDC ne pourra en aucun cas accepter un tel budget car continuer de vivre au dessus de ses moyens est une idée folle et irresponsable.